

Où va l'Algérie ? par Pierre FRANK

III. — LE PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION (1)

L'indépendance de l'Algérie, comme de tout pays sous-développé économiquement, sera réelle non seulement quand l'Algérie deviendra une nation politiquement indépendante (ce qui est un point de départ) mais quand les ouvriers et les paysans, les travailleurs de la nation algérienne, seront les maîtres effectifs du sol, du sous-sol, des moyens de production et de transport, des banques, et pourront ainsi diriger l'économie de leur pays dans leurs intérêts au lieu de trimer pour des capitalistes. Il ne s'agit plus d'une affirmation des marxistes révolutionnaires basée sur leurs théories, mais d'un *fait d'expérience* qui pénètre les cerveaux de nombre de dirigeants de pays coloniaux. Malgré l'indépendance politique, nombre de pays « libérés » restent économiquement sous le joug colonial ; c'est parce que les travailleurs de Cuba ont suivi la route d'une véritable indépendance que l'impérialisme américain est décidé à abattre Fidel Castro.

En Algérie, où il a fallu tant de sacrifices pour vaincre, dans une certaine mesure le problème est plus simple sur le plan économique, du fait que la grande bourgeoisie strictement algérienne (industriels, banquiers, grands commerçants...) est numériquement très faible, et qu'elle peut à peine être considérée comme une classe. Mais, et là aussi l'expérience le montre, le capitalisme mondial est prêt à faire de très grands efforts pour soutenir ou former des éléments capitalistes et pour maintenir la domination capitaliste dans les pays où le capitalisme indigène est très faible.

Nous n'avons pas l'intention ici de formuler à la place des combattants de la Révolution algérienne le programme qui fera de l'Algérie véritablement leur pays ; un très grand nombre d'entre eux a d'ailleurs d'ores et déjà des idées claires à ce sujet. Nous voulons seulement souligner ici quels sont les principaux problèmes qui se posent à eux.

Le premier et grand problème, celui qui se pose dans tout pays sous-développé qui est inévitablement un pays agricole, c'est le problème de la terre. Sous le terme de *réforme agraire*, on connaît dans le monde de très nombreuses mesures totalement différentes et aux résultats opposés. Ainsi il y a la réforme agraire de Nasser en Egypte et celle faite par Castro à Cuba. La première n'a pas touché fondamentalement à la propriété terrienne, elle a supprimé quelques abus trop flagrants, elle a mis en vente des terres à des conditions qui ne permettent pas au petit paysan ou au paysan sans terre de changer son sort, mais qui permettent que dans l'agriculture s'opère une concentration, et se forme une couche de paysans plus aisés soutenant le régime capitaliste dans les campagnes. Par contre, à Cuba, les exploités — qu'ils aient été étrangers ou indigènes — ont été pratiquement expropriés (les indemnités sont en général faibles, et dépendantes du commerce avec les Etats-Unis), et les paysans ont été organisés en coopératives pour la culture des terres. Les Algériens auront à procéder à une réforme agraire appropriée aux conditions qui existent en Algérie ; mais une chose sera capitale, c'est qu'ils ne s'inclinent pas devant la propriété capitaliste, comme certainement les négociateurs français voudront l'obtenir sous une forme ou une autre.

La réforme agraire est le problème-clé. Car c'est le problème qui touche l'écrasante majorité de la population algérienne. C'est aussi le problème dont dépend la solution d'autres problèmes, notamment celui de la *déjense*.

Mais toute réforme agraire suppose aussi une classe formant point d'appui dans les villes à la paysannerie. En outre se pose impérativement le problème d'une industrialisation, laquelle ne peut être sérieusement menée en dehors d'une planification de l'économie. L'exemple des deux voisins de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, montre que de véritables progrès ne peuvent pas être accomplis sous la direction de la bourgeoisie indigène, dont la seule ambition est d'obtenir une meilleure part dans le partage du profit avec l'impérialisme. Réforme agraire et planification de l'économie posent donc le problème de la classe qui aura le pouvoir dans les villes. Malgré la très faible industrialisation du pays, ce qui limite numériquement le prolétariat proprement dit, l'Algérie bénéficie, par rapport à d'autres pays sous-développés, du fait qu'une importante partie de sa population adulte a acquis une conscience de classe prolétarienne au cours de sa vie dans les entreprises en France. L'Algérie dispose aussi bien pour son développement dans les villes que dans les campagnes d'un cadre anticapitaliste, capable d'établir un pouvoir prolétarien.

Il est plus que probable qu'au cours des négociations entre le G.P.R.A. et le gouvernement français sera posé le problème soit des entreprises installées dans le cadre du plan de Constantine, soit du développement industriel du Sahara. Il n'y a aucune raison de principe qui empêcherait un gouvernement ouvrier et paysan algérien de passer des accords avec des forces capitalistes pour assurer le développement économique du pays ; mais il doit être très clair que **seul un gouvernement ouvrier et paysan**, reposant sur la force du peuple armé, ayant procédé à une réforme agraire radicale, et capable de contrôler et de réprimer toute tentative de progression de forces capitalistes, peut avoir la force de tenir tête au capitalisme étranger : sinon, des concessions ou des accords ne constituent que les moyens de l'impérialisme de maintenir sa mainmise sur le pays.

Il va de soi qu'un pouvoir ouvrier pour s'appuyer sur la force des masses et susciter les plus larges initiatives de celles-ci doit assurer les plus grandes libertés pour les masses jusque-là les plus opprimées et les plus dépourvues de droits et de libertés. Dans l'avenir de l'Algérie, c'est certainement en premier lieu le mouvement syndical qui constituera une des pièces maîtresses, selon sa capacité de rassembler les plus larges masses, tout en assurant la plus large démocratie dans son sein. A ce sujet, on ne peut pas cacher que le rôle joué par Messali se montre doublement néfaste, d'une part en ce qu'il a favorisé les manœuvres de l'impérialisme français, d'autre part en ce qu'il a nui à une saine expression et à une saine discussion de points de vue sur la conduite et l'avenir de la Révolution algérienne. La lutte contre l'impérialisme français a exigé la plus grande concentration des efforts, et dans ce sens les Algériens ont à juste titre attaché la plus grande importance à l'unité du F.L.N. Mais, lorsqu'ils seront indépendants, ils connaîtront, comme tout peuple, des différenciations politiques. La seule manière de les résoudre au profit des masses, c'est de permettre la plus grande démocratie pour celles-ci.

(1) Lire les précédents articles de cette étude dans les numéros de mars et avril 1961 (114-115) de « LA VERITE DES TRAVAILLEURS ».